

Tout appelle à une Vrai Nationalisation Nouvelle d'EDF !

Monsieur le Président,

Le Comité Social et Economique Central d'EDF SA est informé ce jour sur le projet d'OPAS, visant les actions d'EDF et les obligations convertibles en action (Océane) initié par l'Etat français et déposée à l'Autorité des Marchés Financiers le 4/10/22.

Autant dire que le titre même du point porté à l'Ordre du jour de cette séance extraordinaire par la direction est bien loin de traduire un projet politique de NATIONALISATION d'ELECTRICITE de FRANCE dans sa dimension intégrée et avec vision pérenne ! C'est pourtant d'un tel projet que le pays a besoin pour reprendre la main sur son destin énergétique et de débarrasser des processus de libéralisation qui rongent notre Service Public depuis 1996, année des premières directives européennes donnant les clés au marché.

Ce projet d'étatisation d'EDF fait couler beaucoup d'encre, mais demeure pour la CGT une opération boursière.

L'objectif recherché demeure d'une grande opacité, en évitant tout débat public sur l'avenir d'EDF, ce qu'une loi de Nationalisation passant par le Parlement aurait justement mis en avant.

D'une part, cette OPA va coûter aux contribuables 10 milliards à minima sans contribuer en quoi que ce soit au financement d'EDF. En même temps le fléau de l'ARENH poursuit son œuvre de dévastation du service public amorcée par la libéralisation du secteur. La FNME-CGT ne dédouane pas non plus les directions successives d'EDF qui, en fins stratèges, se sont lancées à corps perdu dans des investissements hasardeux à l'étranger avec une dépréciation d'actif de 14 milliards.

Le gouvernement mise probablement sur le fait d'avoir les mains libres pour procéder à la vente à la découpe d'EDF en bricolant le petit frère d'Hercule.

La CGT met en garde gouvernement et future direction d'EDF, contre toute tentation d'un projet de casse de l'entreprise. La riposte sera au rendez-vous ! Forts de nos actions menées depuis des années grâce à la mobilisation du personnel et au travers des campagnes et expertises du CSEC, nos propositions ont marqué des points comme en atteste la dynamique engagée par le Conseil National de l'Energie et le collectif des élus territoriaux qui se renforce actuellement de façon très sensible sur nos bases de retour à une énergie publique.

Lors de l'audition du représentant de l'APE arrachée par la délégation du personnel en CGF, l'unique justification avancée est que ce projet permettra à EDF de mener des projets ambitieux et indispensables pour notre avenir énergétique. La source de tous les maux d'EDF résidant dans ces résultats opérationnels, sous-entendu conjoncturels, concernant le parc nucléaire. Face à cette affirmation, à aucun moment n'a été avancé la question des moyens humains et matériel pour redresser la situation industrielle des parcs de production, et renouer avec l'efficacité opérationnelle.

Le parc nucléaire a bien assez de peine à assurer sa propre survie face au manque de personnel et d'expérience, il est indispensable de prendre enfin des dispositions pour assurer le grand carénage



social dans l'entreprise, en lançant un vaste plan de recrutement, de formation, et de le mettre à l'abri des vicissitudes du marché et des contraintes des ENR intermittents.

De plus, écouter ces mêmes agents, auraient éviter bien des déboires... Car couper des tuyaux tout azimuth, c'est tant pour le personnel que pour le président de l'ASN un non-sens, qui conduit à faire des soudures à ne plus pouvoir, sans soudeur et sans avoir à disposition les pièces de rechanges puisque la France est devenue une friche industrielle suivant les plans du patronat français et des financiers à la sauce Kessler...

Merci encore une fois aux libéraux qui ne juraient que par une société de service et les délocalisations massives de l'industrie dans les pays à bas coût de main d'œuvre... Autant de financiers qui ont ruiné la France et l'ont rendue exsangue de capacité à faire au sens premier du terme c'est-à-dire à FABRIQUER !

Pour Marcel Paul, il n'était pas possible de penser à une Nationalisation qui aboutirait à une étatisation, car l'avenir de nos industries de service public est dans l'unité du personnel, pour un statut meilleur, pour des conditions de travail mieux définis pour une stabilité de l'emploi mieux affirmée, mieux gardée, mais aussi d'avenir pour construire ce mécanisme énergétique dont le pays a tant besoin.

Evidemment, entre une Loi de Nationalisation de 1946 issue de l'application du Conseil National de la Résistance, établie par Marcel Paul et une étatisation par OPA, préparée par Goldman Sachs, vous comprendrez que la CGT défend autant les valeurs et motivation de la première qu'elle se méfie de celle de la seconde... A chacun ses repères, la CGT assume les siens !

Pour la CGT, l'urgence est à une feuille de route du gouvernement qui devra être résolument industrielle, écologique et sociale, pour donner enfin à EDF les moyens de nos ambitions, reconquérir la souveraineté énergétique de notre pays, et permettre l'accès à des tarifs de l'énergie - électricité et gaz - régulés et maîtrisés au plus proche des coûts réels vers les usagers particuliers et industriels.

Enfin, pour un débat honnête intellectuellement, nous attendons de la part de la direction et du gouvernement, voire des représentants de la Nation, un bilan des 18 ans de capital ouvert d'EDF. En quoi cela a-t-il été favorable au Service Public ? Quelle situation financière avant, après, pendant ?

Il est temps de dresser les bilans de tous ces processus de libéralisation : ouverture du capital d'EDF, ouverture à la concurrence, dogme libéral du marché ! Les usagers, les collectivités locales, les entreprises font désormais le même constat que la FNME-CGT : UN SACRE FIASCO Digne d'UN SCANDALE D'ETAT !

FIN DE DECLARATION

